

Un enjeu secondaire ?



Article rédigé par *Christophe Geffroy*, le 19 janvier 2017

[Source : Magistro]

Dans la situation difficile qui est la nôtre, où tant de nos concitoyens peinent pour joindre les deux bouts, où la terreur islamiste vient encore de sévir, à Berlin cette fois-ci, le gouvernement socialiste n'a rien trouvé de plus urgent que d'essayer de faire passer une loi instituant un "délict d'entrave numérique à l'IVG", alors même qu'existe déjà la loi Neiertz de 1993 visant le même but. L'opposition politique à ce projet ubuesque a été faible, tout comme a été peu dénoncé un autre projet de loi, intitulé "Égalité et citoyenneté", qui, après avoir été rejeté en seconde lecture au Sénat le 19 décembre, a dû être adopté à l'Assemblée trois jours plus tard.

Les socialistes, sachant qu'ils risquent fort d'être évincés du pouvoir en mai prochain, tentent de faire passer des lois "sociétales" en tablant sur le fait que la droite, comme à son habitude, n'y reviendra pas : ces sujets étant loin d'être accessoires, on aimerait l'entendre et connaître ses intentions ! En effet, le projet "Égalité et citoyenneté" est un véritable fourre-tout où l'on retrouve l'essentiel des revendications du gauchisme culturel : insertion de la notion de genre dans le code de procédure pénale, interdiction des agissements sexistes et de la fessée aux enfants, aggravation de la répression des comportements discriminatoires, pénalisation du négationnisme, etc.

Inflation de lois répressives

Ces deux projets sont symptomatiques d'une absurde inflation normative, la loi, de plus en plus complexe, prétendant imposer avec un arsenal répressif sans précédent le comportement "moralement correct", alors même que l'État dispose déjà d'un pouvoir outrancier en la matière, sans parler de la possibilité donnée à certaines associations de se porter partie civile au moindre "dérapage" de pensée non conforme. En matière de liberté d'opinion, le Rubicon a été franchi depuis longtemps et l'on attend d'un candidat de droite l'engagement ferme d'abolir d'un coup l'ensemble de ces lois liberticides, mesure qui aurait un impact symbolique puissant sans coûter un centime à l'État – au contraire, la cessation immédiate du soutien de toutes les associations gauchistes subventionnées permettrait même quelque économie.

La droite est mal à l'aise sur ces sujets qu'elle juge électoralement peu "porteurs" : là-dessus, les différents candidats, de François Fillon à Marine Le Pen en passant par Nicolas Dupont-Aignan, se rejoignent plus ou moins. Longtemps, la droite au gouvernement a limité son discours politique à l'économie, laissant à la gauche le monopole du pouvoir culturel. Aujourd'hui, tout le monde comprend que l'économie ne suffit plus, que les questions de souveraineté et plus encore d'identité, en lien avec l'immigration massive et la présence d'un islam de plus en plus revendicatif, sont devenues les préoccupations majeures des Français. Penser, dans ce contexte, que les questions dites de "société" sont un enjeu secondaire qui intéresse peu révèle une grave erreur de perspective, et ce pour plusieurs raisons.

D'abord parce que la déconstruction de l'anthropologie traditionnelle qui s'opère avec la théorie du genre, le "mariage pour tous", la manipulation du vivant, etc., est l'un des aspects de l'anxiété d'une population qui se sent menacée dans son existence et son identité, et que l'on prive ainsi de ses repères les plus ancestraux. Il demeure, enfoui au plus profond de chacun, un bon sens naturel qui peut assez facilement émerger à nouveau et même se traduire rapidement électoralement.

L'exemple de l'avortement

En effet - et c'est la seconde raison -, sur ces questions de société, nos politiques pensent que ne sont "populaires" que les revendications qui vont dans le sens de la déconstruction, du recul incessant des limites, de la satisfaction sans discernement de tous les désirs, bref tout ce que la gauche nomme le "Progrès". Mais, faute de fermes convictions, la droite a abdiqué sur ce terrain avant même de livrer bataille, comme si elle était au fond persuadée de la légitimité des doléances de la gauche. Mais celles-ci ne sont "populaires" qu'en

proportion de l'invraisemblable propagande qui s'exerce en leur faveur, qu'en raison du déséquilibre flagrant dans les médias qui militent tous dans le même sens. Ce sont des sujets sur lesquels n'existe aucun débat, seulement et toujours le même son de cloche, ceux qui tiennent un autre discours étant bannis du système ou ridiculisés.

L'exemple de l'avortement est significatif. Alors qu'aucune parole contradictoire n'est audible, que la liberté d'expression n'existe pas dans les grands médias pour les défenseurs de la vie, on en arrive au stade où dire la vérité sur l'IVG devient un délit passible des tribunaux ! Pourtant, si les Français étaient honnêtement informés (1), beaucoup réviseraient leur position et l'opinion pourrait basculer, c'est bien ce qui inquiète tant ses partisans et c'est pourquoi leur seul recours est de verrouiller le débat.

Il y a un mouvement de fond qui se dessine marqué par un réveil des peuples et le retour à des fondamentaux plus classiques trop longtemps proscrits : ce serait une erreur stratégique de penser que les questions de société sont étrangères à ce mouvement.

Enfin, il y a une troisième raison qui est celle de l'honneur de tout responsable politique : sa vocation fondamentale est le service du bien commun, ses préoccupations ne sauraient être qu'électorales et faire fi de la vérité, même lorsque celle-ci n'est pas facile à expliquer. Et n'est-ce pas son rôle que de le faire, même à contre-courant ?

(1) Droit et prévention de l'avortement en Europe, sous la direction de Grégor Puppink (LEH Édition, 2016, 270 pages, 20 €) est une mine remarquable qui apporte de forts arguments contre l'avortement. À lire. Paru dans www.lanef.net, éditorial janvier 2017